



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES

ET DES PROCEDURES PUBLIQUES

BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES

ET DES INSTALLATIONS CLASSEES

DH/AD

## ARRÊTÉ

n° 2014 224 - 0010 du 12 AOUT 2014

**portant mise en demeure à la Société Électrique Sterling de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661 pour son site situé 19 rue de la Paix à Saint-Louis**

**Le Préfet du Haut-Rhin**

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le livre I, titre 7, du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,

**VU** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2661, (Transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]),

**VU** le récépissé de déclaration du 5 janvier 2007 délivré à la Société Électrique Sterling,

**VU** le rapport du 11 juin 2014, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDERANT** que lors de l'inspection du 26 mai 2014 de la Société Électrique Sterling dont les installations sont situées 19 rue de la Paix à Saint Louis (68300), ont été constatés les manquements suivants aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susvisé :

- article 6.1 : les cheminées d'extraction des gaz issus des installations de moulage du caoutchouc comportent des chapeaux chinois qui font obstacles à la diffusion des gaz,
- Article 6.3-a-I : absence de mise en place d'un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 6.2, adapté aux flux rejetés ; et de réalisation d'une mesure annuelle du débit et de la concentration en polluants rejeté dans l'atmosphère, selon les méthodes normalisées en vigueur ; et d'éléments techniques permettant d'attester l'absence de polluant spécifiques, entre autre, ceux mentionnés à l'article 6.2 de l'arrêté du 14 janvier 2000 dans les rejets,

- Article 8.4 : absence de mesures de bruit effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

**CONSIDERANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La Société Électrique Sterling, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 1bis rue de Delemont à Saint-Louis (68300), est mise en demeure de se conformer, dans les délais impartis, aux dispositions reprises dans les articles suivants du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de transformation de caoutchouc localisées 19 rue de la Paix à Saint-Louis (68300).

### **Article 2** :

Dans un délai de trois mois et conformément aux dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 :

*«[...] Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et des bouches d'aspiration d'air frais et ne doit pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). [...]»*

### **Article 3** :

Dans un délai de trois mois et conformément aux dispositions de l'article 6.3-a-I. de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 :

*«L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 6.2, adapté aux flux rejetés :*

*Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces polluants dans les rejets.[...] »*

#### **Article 4 :**

Dans un délai de trois mois et conformément aux dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 :

*« Mesure de bruit :*

*Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. »*

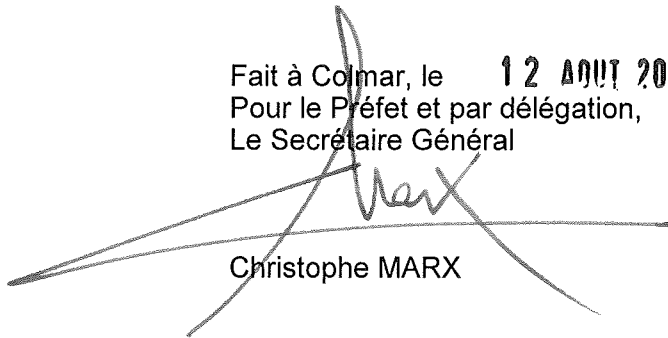
#### **Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 6 :**

Le Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la Société Electrique Sterling.

Fait à Colmar, le **12 AOÛT 2014**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

#### **Délais et voie de recours**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. de ces décisions.